



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 111

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec

Présentation

**Présenté par
Madame Pauline Marois
Ministre des Finances**

DEC 3 1995

**Éditeur officiel du Québec
1995**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet la constitution du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome affecté au financement de l'aide à l'action communautaire. Il prévoit le versement annuel à ce fonds, par la Société des loteries du Québec, d'une somme correspondant à 5 % des bénéfices nets réalisés dans l'exploitation des casinos d'État et la gestion des commerces qui y contribuent.

Ce projet de loi prévoit, en outre, que le gouvernement peut, par décret, déterminer un pourcentage autre que celui fixé par la loi, mais qui ne peut être inférieur à celui-ci.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

- Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30);
- Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1).

Projet de loi n° 111

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) est modifiée par l'insertion, après l'article 3.29, de la section suivante:

«SECTION III.1

«FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

«**3.30** Est institué le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome affecté au financement de l'aide à l'action communautaire.

«**3.31** Le gouvernement détermine la date du début des activités de ce fonds, ses actifs et passifs et la nature des coûts qui peuvent y être imputés.

«**3.32** Le premier ministre ou le ministre que le gouvernement désigne conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ci-après appelé « le ministre », est responsable de l'application de la présente section.

«**3.33** Le fonds est constitué des sommes suivantes, à l'exception des intérêts qu'elles produisent:

1° les sommes versées par la Société des loteries du Québec en vertu de l'article 22.1 de la Loi sur la Société des loteries du Québec (chapitre S-13.1);

2° les dons, legs et autres contributions versés pour aider à la réalisation des objets de la présente section;

3° les avances versées par le ministre des Finances en vertu du premier alinéa de l'article 3.35;

4° les sommes versées par un ministre sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement.

«**3.34** La gestion des sommes constituant le fonds est confiée au ministre des Finances. Celles-ci sont versées à son crédit et déposées auprès des institutions financières qu'il désigne.

La comptabilité du fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont, malgré l'article 13 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6), tenus par le ministre. Celui-ci certifie, de plus, que ces engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

«**3.35** Le ministre des Finances peut avancer au fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

Il peut, inversement, avancer à court terme au fonds consolidé du revenu, aux conditions qu'il détermine, toute partie des sommes constituant le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome qui n'est pas requise pour son fonctionnement.

Toute avance versée à un fonds est remboursable sur ce fonds.

«**3.36** Le ministre peut, à titre de gestionnaire du fonds, octroyer directement une aide financière à des organismes d'action communautaire ou verser une telle aide pour le compte de ministères afin de leur permettre d'accentuer leurs opérations relatives à l'aide communautaire.

Le ministre peut également, à titre de gestionnaire du fonds, conclure toute entente afin de verser à un ministère des sommes pour lui permettre d'accentuer ses opérations relatives à l'aide communautaire.

«**3.37** Sont prises sur le fonds les sommes requises pour:

1° le versement des sommes visées à l'article 3.36;

2° le paiement de toute dépense nécessaire à la réalisation des fonctions conférées par la présente section au ministre, y compris le paiement de la rémunération et des dépenses afférentes aux

avantages sociaux ainsi qu'aux autres conditions de travail des personnes qui, conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), sont affectées aux activités reliées à ce fonds.

«**3.38** Les surplus accumulés par le fonds sont versés au fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

«**3.39** Les dispositions des articles 22 à 27, 33, 35, 45, 47 à 49, 49.2, 49.6, 51, 57 et 70 à 72 de la Loi sur l'administration financière s'appliquent au fonds, compte tenu des adaptations nécessaires.

«**3.40** L'année financière du fonds se termine le 31 mars.

«**3.41** Malgré toute disposition contraire, le ministre des Finances doit, en cas d'insuffisance du fonds consolidé du revenu, payer sur le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome les sommes requises pour l'exécution d'un jugement ayant acquis force de chose jugée contre la Couronne.».

2. La Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 22, du suivant :

«**22.1** La Société verse au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome institué par la section III.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), à même l'excédent de ses revenus consolidés sur ses dépenses consolidées, une somme correspondant à 5 % du bénéfice net réalisé au cours de l'exercice financier précédent relativement à l'exploitation des casinos d'État et à la gestion des commerces qui y contribuent. Les versements sont effectués aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Le gouvernement peut déterminer, par décret, un pourcentage autre que celui fixé au premier alinéa, mais qui ne peut être inférieur à celui-ci. ».

3. Les articles 1 et 2 de la présente loi ont effet depuis le 1^{er} avril 1995.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).